

Retour sur l'affaire Mila, menacée par des musulmans

Article rédigé par *Le Salon Beige*, le 11 décembre 2020

[Valeurs Actuelles](#) fait le point sur l'affaire Mila, en janvier dernier, la jeune Mila avait quitté son lycée en raison des menaces de mort dont elle était la cible après sa vidéo sur l'islam.

La lycéenne avait alors rejoint en février un établissement militaire. Mais l'aventure vient de prendre fin. Selon les informations du Point, le colonel qui dirige cet établissement a en effet décidé d'exclure Mila en raison d'un "live" avec quelques amis, sur les réseaux sociaux, au cours duquel l'adolescente a cité le nom de l'internat où elle vivait. Une décision qui a profondément touché le père de la lycéenne. « *On s'est débarrassé de Mila au premier prétexte trouvé [...]. Si même l'armée ne peut pas la protéger et lui permettre de poursuivre sa scolarité, que pouvons-nous faire, nous, ses parents ? Ce constat est pour nous un film d'horreur* », explique-t-il dans une lettre publiée dans le Point et dans laquelle il s'adresse « aux lâches ».

[... Depuis le 18 janvier, les menaces et insultes dont est victime l'adolescente de 17 ans ne se tarissent pas, en dépit de la multiplication des procédures judiciaires et des condamnations. Ces dernières semaines, des internautes, le plus souvent anonymes, lui promettaient de lui « faire une Samuel Paty », en référence au professeur d'histoire-géographie décapité le 16 octobre pour avoir montré des caricatures de Mahomet en classe.

Cette affaire devrait faire prendre conscience que l'Armée française ne sera pas la cavalerie qui viendra nous sauver "au dernier moment", comme dans les films. Il y a encore beaucoup de naïveté autour de l'hypothèse du "recours à l'armée". Et c'est sans doute ce qui fait actuellement monter le général de Villiers dans les médias. Or, il faut arrêter de croire que notre pays peut continuer à se précipiter vers le chaos, en accueillant des musulmans chaque année, mais que tout finira par bien se terminer. Les exemples libanais, serbe et aujourd'hui arménien devraient pourtant nous ouvrir les yeux : il n'y aura pas de cavalerie, pas d'homme providentiel, ni d'armée fantasmée, qui nous sauveraient des conséquences de nos erreurs. Si on a fait venir 25% de musulmans sur notre sol, il faudra vivre dans un pays qui compte 25% de musulmans, avec les conséquences que cela implique. Les reculs du gouvernement concernant la loi sur le séparatisme, destinée à lutter contre l'emprise islamiste sur notre sol après l'affaire Paty, et qui se révèle désormais une loi restreignant les libertés de tous les Français, en est un exemple criant. C'est une raison de plus pour couper les flux migratoires au plus vite, et organiser la [remigration](#).